

Les électeurs républicains vont-ils continuer à voter pour Donald Trump ?

Dans les derniers sondages, une large majorité d'Américains désapprouvent les politiques menées par l'administration Trump. Les électeurs qui ont voté républicain en 2024 pensent que l'inflation et l'emploi sont les problèmes les plus importants que rencontre l'économie américaine.

Il est clair que les politiques économiques menées par l'administration Trump sont défavorables à la base électorale de Donald Trump, qui est essentiellement composée d'Américains au revenu faible. Les politiques économiques menées impliquent en effet :

- une réduction de la générosité de Medicaid (de l'assurance maladie pour les Américains les plus pauvres) et des programmes d'aide alimentaire ;
- une baisse des impôts qui profite essentiellement aux plus riches ;
- des droits de douane qui font monter les prix intérieurs ;
- un soutien du marché des actions, alors que 87% de la capitalisation boursière est détenue par les 10% d'Américains les plus riches ; les plus-values en capital réalisées sur les portefeuilles d'actions ont permis aux Américains les plus riches d'accroître fortement leur consommation, alors que celle des autres Américains stagne ;
- un accroissement des inégalités de revenu, seuls les titulaires d'un diplôme universitaire ayant bénéficié d'une hausse de leur revenu depuis 2017.

Si les Américains au revenu faible ou modeste regardaient objectivement l'orientation des politiques économiques mises en place par Donald Trump, ils ne voteraient pas pour le parti républicain aux élections de mi-mandat au début de novembre 2026.

Patrick Artus

Conseiller économique senior

patrick.artus-ext@ossiam.com

✕ @PatrickArtus

in Patrick Artus

Isabelle Gravet

Assistante de recherche

isabelle.gravet-ext@ossiam.com

Communication marketing : ce document n'a pas été élaboré selon les dispositions réglementaires visant à promouvoir l'indépendance des analyses financières et ses auteurs ne sont pas soumis à l'interdiction d'effectuer des transactions sur l'instrument concerné avant la diffusion de la communication.

Même les électeurs républicains désapprouvent les politiques économiques menées par l'administration Trump

La majorité des Américains désapprouvent les politiques économiques menées par l'administration Trump, avec leurs effets sur l'inflation, les dépenses publiques, l'emploi et même sur l'immigration. La proportion d'Américains approuvant les politiques menées est de 38%, alors que celle des Américains les désapprouvant est de 56%, selon Yougov pour The Economist. Même les électeurs républicains estiment que les problèmes les plus importants auxquels les Etats-Unis sont confrontés sont l'inflation, l'emploi et les impôts.

Nous allons montrer que les politiques économiques menées par l'administration Trump ont des effets négatifs sur les Américains aux revenus faibles ou modestes. Or, ces Américains constituent la base électorale de Donald Trump. En effet, 50% des Américains ayant un revenu inférieur à 50 000 dollars par an ont voté Trump en 2024, alors que dans le passé, ils n'étaient que 36% à voter républicain ; 64% des Américains blancs sans diplôme universitaire ont voté Trump en 2024, d'après le Financial Times.

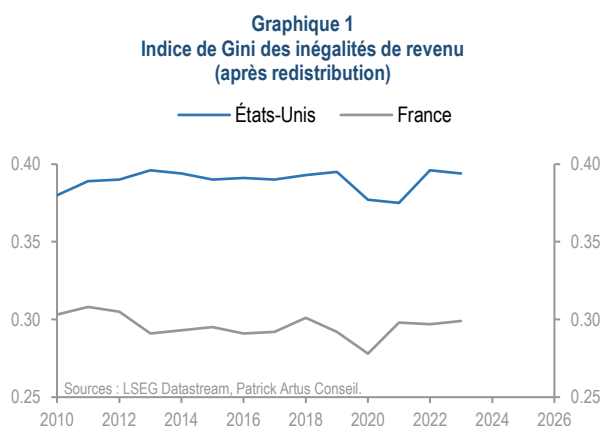
Des politiques économiques défavorables aux Américains les plus pauvres

1. Le « One Big Beautiful Bill Act »

Le « One Big Beautiful Bill Act » signé par la Chambre des Représentants et par le Sénat en juillet 2025 :

- **réduit les dépenses de Medicaid** (l'assurance maladie pour les personnes à revenu faible) et réduit le **Supplemental Nutrition Assistance Program** (aide alimentaire pour les ménages les plus modestes). La réduction de la générosité de Medicaid, d'après le CBO, va réduire à terme le nombre d'Américains bénéficiant de la couverture médicale de 8.6 millions ;
- **prolonge les baisses d'impôts** du Tax Cuts and Jobs Act de 2017 qui bénéficient essentiellement aux personnes à revenu élevé. L'effet du One Big Beautiful Bill Act (OBBA) est une hausse de 2.7% du revenu des 10% d'Américains au revenu le plus élevé, et une baisse de 3.2% du revenu des 10% d'Américains au revenu le plus faible, qui sont surtout affectés par les réductions des crédits de Medicaid.

On attend donc une **hausse des inégalités de revenu après redistribution**, déjà très élevées aux Etats-Unis (**Graphique 1**) en raison de la mise en place de l'OBBA.

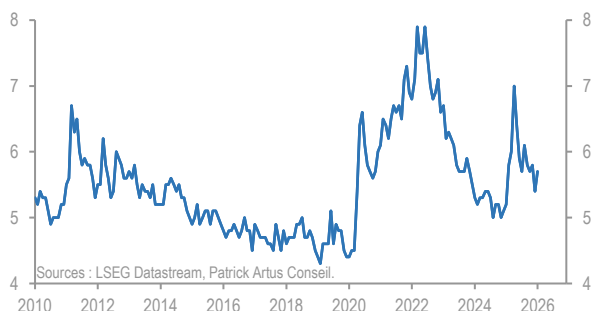


1. Droits de douane

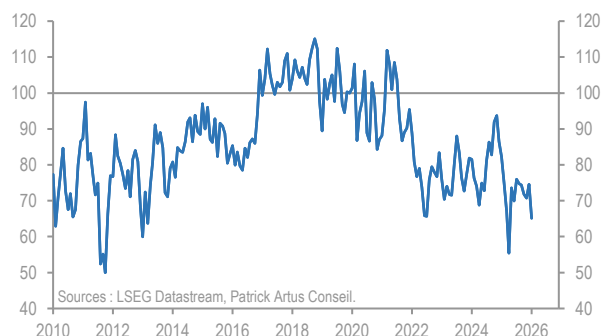
Les droits de douane moyens calculés sur l'ensemble des importations des Etats-Unis sont passés de 2% au début de janvier 2025 à 17.5% au début de janvier 2026, selon les calculs du Budget Lab de l'Université de Yale. Ce centre de recherches estime que **l'effet sur le niveau des prix intérieurs des Etats-Unis** de la hausse des droits de douane est une hausse de 1.3%. Cela explique

la **hausse des anticipations d'inflation** des consommateurs américains (**Graphique 2a**) et le **recul de la confiance des consommateurs** (**Graphique 2b**).

Graphique 2a
Etats-Unis : anticipations d'inflation à 12 mois par les consommateurs (en %, Conference Board)



Graphique 2b
Etats-Unis : confiance des consommateurs sur la situation dans 6 mois (Conference Board, 100 : 1985)



De manière cohérente, les Américains, on l'a vu, jugent négativement l'effet des politiques menées par l'administration Trump sur l'inflation.

2. Richesse boursière et consommation

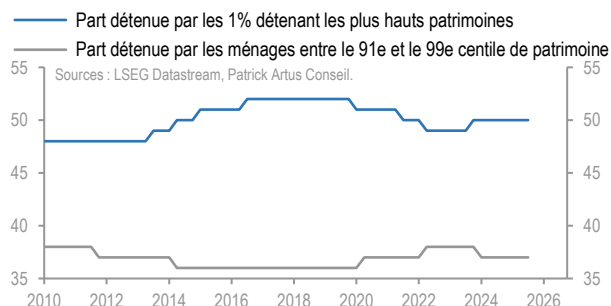
La **richesse boursière des Américains** a progressé rapidement depuis le début de 2025 (**Graphique 3a**).

Graphique 3a
Etats-Unis : indices boursiers (100 : 01.01.2010)

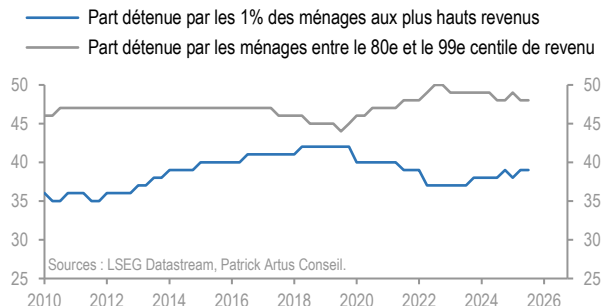


Mais **cet enrichissement ne profite qu'aux Américains au plus haut revenu et au plus haut patrimoine**, en raison de la forte concentration de la détention des actions aux Etats-Unis (**Graphiques 3b/3c**).

Graphique 3b
Etats-Unis : part des actions et fonds communs de placement détenue par les 10% des ménages détenant les plus hauts patrimoines (en % du total)



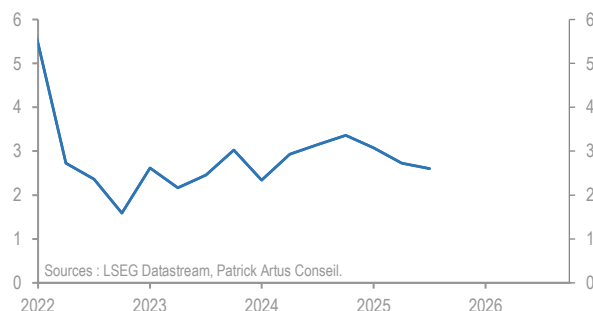
Graphique 3c
Etats-Unis : part des actions et fonds communs de placement détenue par les 20% des ménages percevant les plus hauts revenus (en % du total)



En conséquence, **les ménages aux plus hauts revenus et aux patrimoines les plus élevés sont les seuls qui ont pu accroître leur consommation**. Les Federal Reserve Financial Accounts montrent que du 2^{ème} trimestre 2024 au 2^{ème} trimestre 2025, la consommation en valeur des 10% d'Américains au revenu le plus élevé a progressé de 18.7%, celle du reste de la population (90% des Américains) n'a augmenté que de 0.5%.

Les chiffres de la consommation globale (**Graphique 3d**) sont donc trompeurs : **seuls les Américains au revenu le plus élevé et au patrimoine le plus important peuvent consommer davantage**.

Graphique 3d
Etats-Unis : évolution de la consommation des ménages
(volume, GA en %)

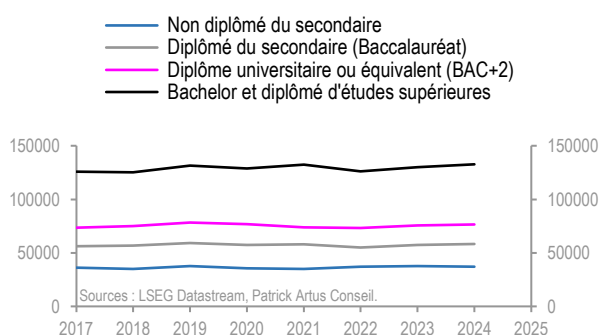


La base électorale de Donald Trump n'a pas profité d'une hausse de son patrimoine ou d'une possibilité de consommer davantage.

3. Niveau d'éducation et revenu

Les chiffres publiés par le Census Bureau montrent que seuls **les Américains ayant un diplôme de Bachelor (bac + 4) ou un diplôme supérieur au Bachelor ont bénéficié d'une hausse de leur revenu depuis 2017** (Graphique 4).

Graphique 4
Etats-Unis : revenu médian des ménages selon le niveau
d'éducation atteint (en dollars par an)



Sur la période de la seconde présidence de Donald Trump (nous comparons le 3^{ème} trimestre 2025 au 4^{ème} trimestre 2024), un titulaire d'un bachelor ou d'un diplôme supérieur a vu son salaire augmenter de 2.5%, un Américain ayant fini la high school (lycée), de 0.5%, un Américain n'ayant pas fini la high-school de 0.1% (US Bureau of Labor Statistics)

Synthèse : Donald Trump peut-il gagner les élections de mi-mandat ?

La base électorale de Donald Trump est composée largement d'Américains peu éduqués et ayant un revenu faible. Or, ces Américains souffrent des politiques menées par l'administration Trump : moindre générosité de Medicaid, hausse des droits de douane ; leurs revenus et leur consommation stagnent, alors que les Américains les plus riches profitent des baisses d'impôts et de plus-values importantes sur leurs portefeuilles d'actions.

On doit donc légitimement se demander si les Américains qui ont rejoint l'électorat de Donald Trump en 2024 ne vont pas arrêter de le soutenir pour les élections de mi-mandat en novembre 2026.

Avertissement

Ossiam, filiale de Natixis Investment Managers, est un gestionnaire d'actifs français agréé par l'Autorité des Marchés Financiers (Agréement n° GP-10000016). Bien que l'information contenue dans le présent document provienne de sources jugées fiables, Ossiam ne fait aucune déclaration et ne donne aucune garantie quant à l'exactitude de toute information dont elle n'est pas la source. Les informations présentées dans ce document sont basées sur les données du marché à un moment donné et peuvent changer de temps à autre. Le présent document a été préparé uniquement à des fins d'information et ne doit pas être considéré comme une offre, une sollicitation d'offre, une invitation ou une recommandation personnelle d'acheter ou de vendre des actions participantes, tout titre ou instrument financier d'un Fonds Ossiam, ou de participer à toute stratégie de placement, directement ou indirectement. Il est destiné à être utilisé uniquement par les destinataires auxquels Ossiam le met directement à disposition. Ossiam ne traitera pas les destinataires de ce document comme ses clients du fait qu'ils aient reçu ce document. Tous les renseignements sur la performance présentés dans ce document sont fondés sur des données historiques et, dans certains cas, sur des données hypothétiques, et peuvent refléter certaines hypothèses à propos des frais, des impôts, des charges de capital, des attributions et d'autres facteurs qui influent sur le calcul de rendements. Toutes les opinions exprimées dans ce document sont des énoncés de notre jugement à cette date et sont susceptibles de changer sans préavis. Ossiam n'assume aucune responsabilité fiduciaire pour les conséquences, financières ou autres, provenant d'un placement dans un titre ou un instrument financier décrit dans ce document ou dans tout autre titre, ou de la mise en œuvre d'une stratégie de placement. Les informations contenues dans ce document ne sont pas destinées à être distribuées ou utilisées par une personne ou une entité, par un pays ou une juridiction, où cela serait contraire à la loi ou à la réglementation ou qui assujettirait Ossiam à toute exigence d'inscription dans ces juridictions. Ce document ne peut être distribué, publié ou reproduit, en entier ou en partie.